

**Phase nationale du Dialogue National Inclusif : Le FSD  
et la Plateforme « AnwKo Mali Dron » disent NON !**

MALI

**513**

[www.malikile.com](http://www.malikile.com)

L'information est l'oxygène des temps modernes

VENDREDI 13 DECEMBRE 2019

**Malikilé**

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION

**Inatès au Niger**

**La nécessité d'unir les forces**



**Daniel Amagoïn Tessougé** : Au Colloque  
Universitaire entre Bamako et Luxembourg



**Budget d'Etat 2020** : La fuite en avant n'est  
pas tenable

# FOFY<sup>®</sup> INDUSTRIES

L'équipementier de votre maison

## CUIVES

## MALISAD10



Santé • Sécurité • Economie

<b>Une</b>	Inatès au Niger : La nécessité d'unir les forces	<b>P.4</b>
<b>Brèves</b>	BOAD : Ben Barka pressenti à la vice-présidence Le cas MINUSMA : ChahanaTakiou exige des sanctions après la gaffe d'Olivier Salgado Musique : Akon construit sa propre ville au Sénégal Rappel : Chers artistes musiciens du Mali, ceci vous concerne ! Ambassade des États-Unis au Mali : Partage d'expérience au programme « Fulbright Teaching Excellence and Achievement Abu Dhabi : Audience du premier ministre Boubou Cissé Conseil régional de Kayes : Sous contrôle judiciaire, Fatoumata Konaté porte plainte Trouble au sein de l'ADP: Le BNP interpelle le président d'honneur	<b>P.11</b> <b>P.11</b> <b>P.12</b> <b>P.12</b> <b>P.12</b> <b>P.13</b> <b>P.13</b> <b>P.13</b>
<b>Actualité</b>	Daniel Amagoïn Tessougué : Au Colloque Universitaire entre Bamako et Luxembourg Centre de Formation des Collectivités Territoriales : Des projets pour soutenir le développement Journée internationale des personnes handicapées : LE CNP marque le coup	<b>P.15</b> <b>P.17</b> <b>P.18</b>
<b>Politique</b>	Phase nationale du Dialogue National Inclusif : Le FSD et la Plateforme « AnwKo Mali Dron » disent NON ! Budget d'Etat 2020 : La fuite en avant n'est pas tenable	<b>P.19</b> <b>P.21</b>
<b>Culture &amp; société</b>	Conseil d'administration de Mali Tourisme : Donner une grande visibilité au tourisme malien Tourisme : Kayes une destination en devenir !	<b>P.24</b> <b>P.25</b>
<b>International</b>	Nicéphore Soglo, à propos de la CENI : « Elle est au centre de tous les problèmes dans toutes les élections » RDC/Rwanda : Une photo de Félix Tshisekedi et Paul Kagamé fait polémique	<b>P.28</b> <b>P.28</b>
<b>Sport</b>	Nos expatriés : Moussa Doumbia retrouve le chemin des filets	<b>P.29</b>

## Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations** (AMPI)  
**Siège** : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)  
**Email** : ampikile@gmail.com / malikile@gmail.com  
**Site Web** : www.malikile.com  
**Contacts** : +223 70 44 22 23

- **Redacteur en Chef** : Amadou TALL
- **Rédaction Générale** : Karamoko B. Keïta, Demba SIDIBE (Stagiaire), Moctar Sow, Diala Teny Konaté, Ibrahim Sanogo
- **Gérant** : Moctar Sow
- **Service Commercial** : Youssouf Diarra
- **Secrétariat** : AZIA Bénédicte

P.13



P.18



P.19





## Inatès au Niger : La nécessité d'unir les forces

**C**ela rappelle malheureusement Indelimane au Mali. Le mardi, 11 décembre 2019, au soir tombant, le camp militaire de Inatès au Niger a été attaqué par plusieurs colonnes de terroristes venus du Mali. Le bilan, extrêmement lourd, montre une fois de plus la détermination des terroristes à déstabiliser les pays du Sahel et partant toute la sous-région ouest-africaine. Cette attaque meurtrière montre combien il est indispensable de mutualiser toutes les forces de l'ouest africain et au-delà, pour barrer la route à cette horde de tueurs qui ne reculeront devant rien pour asseoir leurs trafics de drogues, d'humains et d'armes.

L'on croyait que les attaques terroristes dans le Sahel avaient atteint leur paroxysme au Mali, particulièrement à Indelimane, lorsque le 1er novembre 2019, une opération de grande envergure avait officiellement fait une cinquantaine de militaires maliens tués. Or ce mardi, 11 décembre 2019, ce sont 71 militaires nigériens qui sont tombés à Inatès, camp militaire nigérien situé à environ 5 kilomètres de la frontière malienne. L'attaque, brutale et méthodiquement exécutée, a surpris les militaires nigériens. Le dépôt de munitions explosé, le

centre de transmission détruit, les militaires du camp d'Inatès ont dû se battre des heures avant l'arrivée des renforts au-delà de 21 heures quand l'attaque a commencé peu après 18h. Certes les militaires nigériens dans leur riposte ont fait, selon le communiqué officiel, « un nombre important d'assaillants neutralisés ».

Pendant, l'attaque terroriste d'Inatès aura marqué les esprits par son ampleur et les moyens logistiques utilisés dont des blindés. Visiblement les terroristes sont autant sinon mieux équipés que certaines armées du Sahel ; il ne leur manque que des hélicoptères. L'attaque d'Inatès vient de montrer que les pays du





Sahel pris isolément ne font pas le poids face à des terroristes qui n'ont pas peur de mourir et sont déterminés à infliger les plus grosses pertes à nos armées pour saper le moral des troupes.

Les assaillants qui ont attaqué le camp de Inates sont partis du Mali, pays dont le septentrion est hors de contrôle des Forces armées maliennes et de sécurité. Les récents replis des militaires maliens vers des camps plus sûrs, ont laissé le champ libre aux groupes armés terroristes qui, désormais, peuvent planifier et exécuter plus facilement des attaques contre le Niger, le Burkina Faso et le Mali. Le Président

IBK a, après l'attaque d'Indelimane, déclaré qu'un changement de stratégie visant à promouvoir l'attaque contre les terroristes allait être mis en œuvre. On attend toujours les effets de cette annonce mais on se demande comment les FAMA mal équipées circulant le plus souvent en pick-up sans couverture aérienne pourraient débusquer les terroristes et leur infliger des pertes qui les déstabiliseraient.

Pourtant c'est ce qu'il faut pour espérer renverser le cycle infernal des attaques terroristes meurtrières. Selon certains experts du Sahel et du terrorisme comme André Bourgeot, le tout militaire ne pourra jamais venir à bout des ter-

roristes qui opèrent au Sahel. Certes il est important de s'attaquer aussi aux causes de la radicalisation que sont la pauvreté, la misère, le manque d'emploi, les effets dévastateurs des changements climatiques. Cependant il s'agit là de mesures à long terme. Pour l'instant, il est indispensable de contenir la vague terroriste qui conduit aux déplacements forcés de centaines de milliers de personnes portant ainsi un coup sérieux au tissu socio-économique et du Nord et du Centre du Mali.

La nécessité de mutualiser les forces de la sous-région ouest africaine est en train de faire son chemin et la décision de la CEDEAO de mobiliser 1 milliard de dollars au profit du G5 Sahel est en soi une bonne initiative. Cela permettrait la formation des militaires et l'acquisition de matériels de guerre qui font cruellement défaut aux pays du Sahel. Par ailleurs, la France est à bout de souffle et son appel à l'aide aux pays de l'Union Européenne pour combattre le terrorisme au Sahel est le signe que Barkhane a atteint ses limites. Il est peu de chance que le Président Macron retire de sitôt ses troupes du Sahel. C'est une question économique-géostratégique et de survie pour la France. Cependant plus vite les pays du G5 Sahel auront la capacité de se défendre contre les attaques terroristes mieux cela vaudra. Mais ils ne pourront pas le faire seuls vu l'extrême précarité de leurs éco-





nomies. C'est là que le soutien de la CEDEAO et de l'UEMOA sera précieux. Pour cela il est indispensable que les pays qui composent ces deux communautés comprennent la nécessité de la lutte commune comme l'a reconnu récemment le Président Macky Sall du Sénégal. La faiblesse des pays du G5 Sahel est telle que même la force Barkhane essoufflée leur est indispensable. Le retrait (improbable) des forces françaises dans les circonstances actuelles produirait l'effondrement de la sous-région. Pour autant il ne faudra pas que les dirigeants des pays du G5 Sahel en arrivent à perdre leur dignité en se laissant trébaler comme des gosses par le Président Macron. C'est en tout cas le sentiment qu'ont des millions de nos concitoyens devant ce qu'ils considèrent, à juste titre, comme une « convocation » du Président français au sommet de Pau qui vient d'être reporté suite à l'attaque de Intenes. Seul le Président burkinabè a eu le courage de recadrer Macron. En effet, outre que Roch Marc Christian Kaboré a précisé que les pays du G5 Sahel vont se concerter au préalable pour décider de commun accord de la suite du sommet de Pau, il a tenu à faire la mise au point suivante : « Le partenariat doit être respectueux des uns et des autres. J'estime que le ton et les termes employés avant l'invite posent pro-

blème parce que c'est le contenu des débats qu'on doit avoir ensemble. Cela signifie que nous devons avoir des rapports de respect mutuel ». Exactement ce qu'avait écrit votre journal Malikilé. Certes l'on est reconnaissant envers la France pour les efforts qu'elle déploie au Sahel. Mais il s'agit d'un partenariat fondé sur des intérêts réciproques. Et cela ne donne en aucune façon à Macron le droit de traiter nos chefs d'État comme des sous-fifres. Macron a dû être cho-

qué par la mort des 13 militaires français de Barkhane au Mali et fait face à une certaine opinion politique française qui se pose des questions sur la capacité de Barkhane à lutter efficacement contre le terrorisme au Sahel. En même temps au plan social il fait face à la fronde contre la réforme des retraites après la longue contestation des Gilets jaunes. Pour autant il y a des limites à ne pas franchir. C'est ce que le Président burkinabè a justement fait remarquer. La « convocation » de Macron rappelle celle de Jacques Chirac à Dakar, convocation à laquelle le Président Alpha Oumar Konaré n'a pas daigné répondre malgré l'insistance du Président Abdou Diouf du Sénégal à l'époque. Toute l'Afrique avait applaudi à cette décision courageuse du Président du Mali. Les circonstances ne sont certes pas les mêmes mais la mentalité à la base est la même. L'esprit néocolonialiste n'a jamais disparu en France. Au contraire. Il appartient aux chefs d'État africains d'oser protester quand il est porté atteinte à leur dignité et celle de leurs peuples. Ils n'appartiennent plus à l'Afrique si après 60 ans d'indépendance ils ne peuvent pas affirmer leur dignité devant qui que ce soit.

■ DIALA KONATÉ



**WESTERN  
UNION**

**WU** SM

**MONEY TRANSFER**

## Ammy Baba Cisse

Nouhoum Togo regrette que tout le monde soit devenu expert au Mali. Tout le monde fait des vidéos pour expliquer des choses.



Désormais la loi réprime les vidéos faites d'insultes et de violence. Faites gaffe les amis.

Les députés du Niger décident d'apporter une aide financière aux familles des victimes militaires.

## Ambassade des Etats-Unis au Mali

L'ambassade des États-Unis au Mali, par l'intermédiaire du Bureau des affaires internationales de stupéfiants et de répression du Département d'État américain (INL), a parrainé la participation d'une délégation malienne composée de gendarmes, de policiers, d'enquêteurs de l'Office central des stupéfiants et de magistrats, à une semaine de formation sur les enquêtes de base des crimes informatiques et électroniques. La formation s'est tenue au Centre régional de formation pour l'Afrique de l'Ouest (RTC) à Accra, au Ghana, du 2 au 6 décembre 2019. Le RTC facilite l'organisation de formations parrainées par l'INL à l'intention du personnel des forces de l'ordre du Ghana et d'autres pays de la CEDEAO pour lutter contre le crime organisé transnational en Afrique de l'Ouest. Nous espérons que les participants maliens reviendront bien outillés pour faire face aux nouveaux défis de la technologie informatique. Selon vous, dans quel mesure cette formation sera utile au Mali ? Commentez !

#USAMali #INL



L'Ambassade des Etats-Unis a offert une lot de matériels de télédiffusion ORTM - Office de Radio et Télévision du Mali pour son émission télévisée en langue anglaise « English Time ». L'Ambassadeur Dennis Hankins a procédé à la remise des équipements au cours d'une cé-

rémonie sobre, le mercredi 11 décembre, dans les locaux de l'ORTM, en présence du Directeur Salif Sanogo (alumnus International Visitor Leadership Program (IVLP) et de son personnel. Le matériel est composé d'une caméra professionnelle, d'ordinateurs et d'appareils d'enregistrements. #USAMali

## Moussa Fofana

Moussa Fofana a partagé une publication dans le groupe YELEMA " MOUSSA MARA PRÉSIDENT DU MALI EN 2023".



Tant que Kidal n'est pas sous contrôle de l'État malien, le Mali, Niger et Burkina ne connaîtrons jamais la paix.

## Awa Sylla

Madame Toure Lobbo Traore et son époux le Président ATT arrive ce dimanche à bamako. Le couple rentre définitivement cette fois ci.

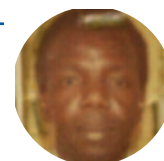


Le PDES ça va se savoir maintenant.

## Amadou Tall

LA MINUSMA CONTRE LE MALI : APRÈS SIVILLON, SALGADO-

C'est dans l'ADN de la Minusma qu'il faut trouver la volonté de détruire le Mali pour le livrer à une nouvelle gouvernance, basée sur un critère qui n'est même pas bon à. Donc, de nouveaux dirigeants horriblement choisis. Christophe SIVILLON, le chef de bureau Minusma de Kidal chassé, ne s'est pas trompé quand il a salué, au Congrès du #MNLA à Kidal, "les délégations venues du Mali et de l'étranger". Le porte-parole de la Minusma, Michel SALGADO, vient de faire la même chose à Bamako. Oui, à Bamako pour bien nous signifier la nature de la Minusma et le mépris qu'elle a pour nous. En effet hier, il a expliqué que la Minusma avait déjà pris les dispositions pour que SIVILLON "quitte Kidal et le Mali". C'est pour ce même motif que les maliens, tous unis dans le même élan, on chassé SIVILLON...



SALGADO, porte-parole de la Minusma-

C'est celui là même qui avait traité le peuple du Mali de voleur, en octobre dernier, lorsque les chômeurs créés par la communauté internationale avaient pillé les conteneurs de la Minusma à sevaré.

## Baba Boubacar Keita

Concernant l'invitation des présidents du G5 Sahel à PAU par le Président Français Emmanuel Macron n'est pas un phénomène nouveau. La France a toujours convoqué les présidents de



ces anciennes colonies souvent pour partager sa vision avec eux ou leur donner des directives. Généralement ces invitations ont été faites à l'insu du peuple. Ici la différence est que Macron a fait l'invitation sur la place publique et qu'il a dévoilé l'ordre du jour. Cela étant, comme connaissant notre président; il n'aura pas le courage de décliner cette invitation. Donc nous lui conseillons de dire à Macron que c'est la France qui a contribué à la détérioration de la sécurité dans le Sahel en l'envoyant la légion étrangère de la Lybie de Khadafi. Elle en a une grande responsabilité. Au cas où elle restera qu'elle clarifie d'abord sa position car elle demeure ambiguë. Que les officiers du Mali intègrent leurs dispositifs et plans de sécurisation. Qu'elle lève le blocus qui nous permet d'accéder aux armements adéquats, qu'il ait une coordination entre les forces qui sont présentes sur le territoire malien sous un commandement malien. Voilà ce qui semble plus profitable.

## Idriss Mohamed

Très solidaire avec le peuple Nigérien..  
Paix à leurs âmes..  
La vérité finira toujours par triompher



## Ismael Tiendrebeogo

Abdou Pagoui  
Urgent: Le Président de la République dès son retour hier à Niamey a décidé de ne pas aller à Pau pour rester faire le deuil aux côtés de son peuple. Un acte hautement symbolique de la part du père de la nation.



## Sinalou Diawara

Sinalou Diawara et 2 autres personnes ont partagé une publication.

Kassim Traoré

Petite réflexion:

Après les propos tenus par Sivillon de la minusma de Kidal, la Cour constitutionnelle avait invité le gouvernement à en tirer les conséquences de droit. Maintenant c'est chose faite. TD a agi. Mais le mi-



nistre des Affaires étrangères TD a en même temps rappelé que le Mali reste engagé dans le RETABLISSEMENT de l'intégrité du territoire. Du coup, il appartient au gouvernement à son tour d'inviter la Cour constitutionnelle à tirer les conséquences de droit de cette déclaration : les conséquences de droit de l'opération de rétablissement de l'intégrité du territoire en cours. Ce qui suppose que la Cour se doit de troquer son insécurité résiduelle contre l'atteinte à l'intégrité territoriale du Mali, rendant du coup impossible toute révision de sa constitution en vertu de l'article 118.

Dr Brahim Fomba

## Kanoula Badra Aly Sangaré

La France n'est rien sans son pré carré colonial. Quand l'Afrique s'émancipera, la France reviendra au rang d'un nain diplomatique



## Vita Haman

Terrorisme= au lieu d'accuser Barkhane, les pays des 3 frontières (Mali, Niger et Burkina) ont mieux à coaliser leurs efforts au lieu de palabrer sur des frontières

Terrorisme= bravo à l'armée nigérienne qui malgré ses pertes a abattu 57 terroristes et fait plusieurs autres prisonniers

## Général Kabato

Général Kabato à OSERVATOIRE DEMOCRATIQUE DU MALI : lui est connaisseur de la mission réelle de ces forces





## Paul Diarra

### SITUATION PRÉCAIRE AU MALI :

Si les Maliens accusent la France d'être la cause principale de la dégradation sécuritaire au Mali, pourtant ces maliens doivent quelque part s'accuser également pour avoir piétiné leur propre pays aux profits de leurs intérêts personnels. Car à un moment donné, ces histoires de majorité et d'opposition doivent disparaître et faire place au combat pour la patrie. Un combat pour la patrie fait appel à l'union sacrée du peuple tout entier autour de l'essentiel qui est le Mali. Chez nous, hélas...soit c'est moi ou c'est le chaos... Wa salam !



Le Président de la République préside ce jeudi une réunion extraordinaire du Conseil National de Sécurité

Le Président de la République, Chef de l'Etat, SEM Issoufou Mahamadou, préside ce jeudi, 12 décembre 2019, une réunion extraordinaire du Conseil National de Sécurité (CNS).

Cette réunion se déroule au Palais de la Présidence en présence notamment du Premier Ministre, Chef du Gouvernement, SEM Brigi Rafini. Le Conseil National de Sécurité est un organe constitutionnel qui assiste le Chef de l'Etat en tant que Chef Suprême des Armées. Il donne son avis sur les questions relatives à la sécurité de la Nation, à la défense, à la politique étrangère et de manière générale sur toutes questions liées aux intérêts vitaux et stratégiques du pays, stipule la constitution nigérienne.

Le Conseil est composé notamment des membres du gouvernement et des hauts responsables des Forces de Défense et de Sécurité (armée, gendarmerie, garde nationale et police nationale).



## Bennchico Savadogo

La puissance des réseaux sociaux ont mis fin au rdv de Pau. seule la lutte libère son homme



## Moussa Baba Coulibaly

"Quand, au moment de la séparation entre deux individus, personne ne ressent de regret, la séparation est arrivée trop tard" Ahmadou Kourouma



La natte des autres ! Nan lara kan an sara. Extrait du livre À quand l'Afrique ? de Joseph Ki Zerbo.

J'ai eu l'honneur de recevoir cet grand intellectuel sur le plateau de l'émission En Toutes Lettres. Il utilise cette métaphore pour inviter l'Afrique à compter d'abord sur elle même et non sur les autres. Sa réflexion est plus que jamais d'actualité au regard de ce que nous vivons.

## Touré Abdoul Karim

Le peuple malien refuse l'accord d'alger en chiffon, insultant et qui veut faire sauter toutes étapes des crimes commis. Les groupes rebelles perdent patience. Les promesses faites ne se réalisent pas comme prévu. Ils sont devenus des hommes armés qui sont utilisés et qui sont payés pour maintenir une situation de crise et une occasion pour la France en coalition avec certains pays pour occuper le territoire. Ces groupes rebelles sont piégés non seulement entre eux, mais aussi utilisés dans un jeu qui risquerait de mettre toutes les communautés touarèges en danger. Les problèmes actuels du sahel dépassent l'accord avec des groupes de rebelles armés. Cet accord, n'a jamais été accepté malgré les achats d'influence de part et d'autre. Les massacres et les tensions n'ont pas poussé le peuple malien à céder. Ce ne serait surtout pas sur le terrain de négociations et de manipulation que le Mali sera vendu. Les coupables seront révélés, jugés et en ce moment, on parlerait de paix



«Aujourd'hui, l'Otan n'existe que pour vendre des armes et pour employer des bureaucrates bien nantis à Bruxelles. Et malheureusement, elle ne peut exister sans ennemi. Et c'est la seule raison de notre hostilité envers la Russie», a déclaré Richard Black, lui-même ancien officier de l'Otan.

## Koulouba Actu

Décidemment, on ne finira jamais d'entendre parler de la famille présidentielle malienne, des proches et de l'entourage du président IBK ; surtout, en mal. Après avoir investi dans l'immobilier, le pétrole et autres secteurs, les voici qui veulent s'essayer au transport aérien.



## Conseil Supérieur de la Diaspora Malienne

Avis: L'Ambassade du Mali à #Washington\_DC, en collaboration avec

un groupe de jeunes universitaires et scientifiques de la diaspora aux États-Unis, a initié un projet d'identification des talents en vue d'impliquer davantage la diaspora au développement du Mali.



Ce projet vise entre autres à :

- Établir une cartographie des talents de la diaspora vivant aux États-Unis ;
- Collaborer avec la diaspora en vue de promouvoir les initiatives collectives et individuelles pour le développement du Mali.

Prière de cliquer sur le lien ci-dessous pour participer à l'enquête.  
<https://forms.office.com/Pages/ResponsePage.aspx...>

Votre participation à cette brève enquête est hautement sollicitée et appréciée.

Merci d'avance pour votre disponibilité et votre contribution.

## Justice Mali Justice

Bakary Togola, Adama Sangaré, Boubou Fane, Abdoul Niang, à qui le tour parmi les soi-disant amis de la famille présidentielle ?



## Issa Fakaba Sissoko

Bon...on nous oblige à parler  
La justification qui enfonce le clou :  
Un responsable à ce niveau fait écrire son dis-



cours et le découvre pendant la cérémonie et au moment de la lecture...le hic est qu'on veut sacrifier un pauvre " stagiaire " ...Finalement, je comprends maintenant certaines décisions onusiennes...



**Adama Moussa Diarrakai**

39 min · 🌐

Légèreté ?

"Enfin, un haut responsable a confié à RFI que l'histoire était encore plus regrettable : ce discours, qui lui a coûté son poste, n'aurait en fait pas été écrit par Christophe Sivillon lui-même, mais par un #stagiaire. Son erreur aurait été alors de ne pas le relire avant de le prononcer au congrès du MNLA".  
(Rfi) 🇲🇱



GESTION  
DES RESSOURCES  
HUMAINES

Leader des services de Gestion  
des Ressources Humaines  
et Paie en Afrique de l'Ouest

## BOAD : Ben Barka pressenti à la vice-présidence



**Le Secrétaire général de la présidence de la République, avec rang de ministre, est pressenti au poste de vice-président de la Banque Ouest-Africaine de Développement (BOAD).**

C'est notre confrère, « Africa intelligence », qui l'annonce à sa une du 04 décembre dernier : « Moustapha Ben Barka est pressenti pour la vice-présidence de la BOAD » laquelle n'aurait pu faire meilleur choix.

Une taille au-dessus de la moyenne, un physique de mannequin, élégant en costume trois pièces, comme en boubou, Moustapha Ben Barka est un banquier dans l'âme.

Détenteur d'un Certificat d'Etudes Supérieures en Management (option Trésorerie- Finance), d'un MBA en services financiers, d'un Graduate Certificate en Trésorerie et d'un Bachelor en Finance et Commerce International obtenus, respectivement, à l'Université de Montréal, à l'Ecole des Hautes Etudes Commerciales (HEC) de Montréal, à MC GUIL University et à l'UCAM de Montréal, au Canada, Moustapha Ben Barka a fait ses premiers pas à la Banque Nationale du Canada. D'abord, comme analyste des produits dérivés, trésorerie et marchés financiers de 2000 à 2004. Ensuite, analyste senior, chargé de l'amélioration continue optimale, trésorerie et marchés financiers de 2004 à 2005. Avant d'être promu, Vérificateur en Trésorerie et marchés financiers à la Banque Nationale du Canada.

En 2007, le jeune Moustapha Ben Barka est nommé Manager – Investment Banking au Groupe Finance Com International du Sénégal. Cinq ans après, c'est à dire en 2012, il y est promu Directeur Blackpearl finance dans le même Groupe.

C'est à ce poste qu'il a été appelé au gouvernement comme ministre de l'Economie et des Finances, chargé de la Promotion des Investissements et de l'Initiative Privée.

Derrière sa bonne humeur se cache un bourreau du travail, reconnaissent ses anciens collaborateurs qui gardent de lui, l'image d'un homme généreux, jovial mais rigoureux dans le travail.

Secrétaire général-adjoint de la présidence de la République, puis Secrétaire général depuis le 30 décembre 2017, Moustapha Ben Barka continue de creuser son sillon. Pas son sillage. Nuance.

C'est ce jeune homme bardé de diplômes, avec une solide expérience

## Le cas MINUSMA : ChahanaTakiou exige des sanctions après la gaffe d'Olivier Salgado



Le ministre des Affaires étrangères, Tiébilé Drame, a déclaré Christophe Sivillon, le représentant de la MINUSMA à Kidal, Persona non grata, le mardi 10 décembre pour avoir prononcé un discours séparatiste. Quelques heures après, le porte-parole de la MINUSMA, Olivier Salgado, met en ligne un communiqué largement repris par les réseaux sociaux. Il a tenu des propos similaires que le Français Sivillon. Ce Franco-Belge fait une différence entre le territoire malien et Kidal. Pour lui, Kidal est une entité territoriale à part entière, différente du territoire malien. Maîtrisant bien la langue de Molière, Olivier Salgado a manifestement nargué les autorités maliennes, sachant bien que son compatriote Sivillon a été expulsé pour les mêmes raisons.

La différence entre les deux est que le premier a fait sa déclaration à Kidal, le second par voie de presse. Le résultat est donc le même. La sanction doit être la même. Tiébilé Dramé doit sévir ! Non à la politique de deux poids deux mesures.

Les responsables européens de la MINUSMA doivent savoir aujourd'hui plus qu'hier que leurs missions est de soutenir le Mali, et non de jouer à la neutralité ou à la complaisance envers les gens de Kidal. Ils doivent, en tout lieu, assumer que le Mali est un et indivisible conformément aux différentes résolutions de l'ONU.

A suivre

professionnelle à son compte, qui est pressenti pour occuper, les semaines à venir, la vice-présidence de la BOAD.

Moustapha Ben Barka est marié et père de deux enfants.

■ Oumar Babi

Abonnez vous à votre journal numérique

# Malikilé

pour recevoir les dernières informations

## Musique : Akon construit sa propre ville au Sénégal



Déjà très impliqué avec sa propre fondation pour les enfants défavorisés d'Afrique, Akon avait révélé, lors d'une interview avec Nick Cannon, son projet de construire une ville au Sénégal. Un projet bel et bien en construction depuis le mois de mars... Celui qui a affirmé qu'il pourrait se présenter aux côtés de Kanye West pour la présidence en 2024, a confirmé son engagement environnemental avec ce projet où tout sera renouvelable en affirmant que toute la ville serait alimentée par des sources d'énergie écoresponsable. Située sur un terrain de plus de 800 hectares près de Dakar, cette nouvelle ville disposera logiquement de son propre aéroport. Le boss de Akonda Music a déjà prévu de développer sa propre économie grâce à sa crypto-monnaie. Le AKoin deviendra ainsi la monnaie commune dans ce qu'on appellera la Akon City et pourrait même s'étendre à l'ensemble de l'Afrique...

## Rappel : Chers artistes musiciens du Mali, ceci vous concerne !



Nous recherchons des candidats maliens pour One Beat 2020, un programme d'échange et un incubateur pour l'entrepreneuriat social basé sur la musique, où des musiciens innovants du monde entier lancent des projets collaboratifs conçus pour avoir un impact positif sur les communautés locales et mondiales. One Beat 2020 rassemblera des leaders musicaux émergents du monde entier pour créer ensemble un travail original et développer un réseau mondial d'initiatives musicales civiquement engagées. Soumettez votre candidature à partir du lundi 18 novembre en cliquant sur ce lien : <https://1beat.org/apply/>. La date limite de candidature est fixée au 20 décembre 2019. Pour toute autre information contactez [1beat@found-soundnation.org](mailto:1beat@found-soundnation.org) ou visiter le site <https://1beat.org/>.

## Ambassade des États-Unis au Mali : Partage d'expérience au programme « Fulbright Teaching Excellence and Achievement »

Le partage d'expériences est une des grandes valeurs pour les Maliens comme pour les Américains. Sûr de cela, nos deux anciens participants du programme « Fulbright Teaching Excellence and Achievement (TEA) » ont partagé leurs expériences avec leurs collègues enseignants, les élèves et les administrateurs. Tous deux servant dans la région de Mopti, M. Mamby Doumbia, Professeur d'anglais au lycée public de Youarou a partagé son unique expérience avec les représentants du Conseil de Cercle, du Comité de Gestion Scolaire du Lycée, de l'APE, de la Jeunesse et les élèves et enseignants de Youarou. Quant à M. Amassagou Michel Douyon, professeur au lycée public de Djenne, il a eu une séance avec les enseignants des langues étrangères comme nationales sur les innovations et l'utilisation des nouvelles technologies ainsi que les ressources en ligne disponibles pour mieux enseigner et mettre l'apprenant au centre de son apprentissage. Le programme TEA est sponsorisé par le département d'Etat des États-



Unis, regroupe plusieurs enseignants du monde pendant six semaines aux États-Unis. Durant leur séjour, nos enseignants ont eu connaissance approfondie de la société américaine, développé leurs expertises dans leurs domaines d'enseignement et amélioré leurs compétences pédagogiques. Disons merci aux deux enseignants pour leurs partages. The Fulbright Program TEA Program Exchange Programs - U.S. Department of State USAMali

## Abu Dhabi : Audience du premier ministre Boubou Cissé



**L**e Premier Ministre Dr Boubou Cissé a reçu en audience Son Excellence M. Ahmed Al Sayegh, ministre d'Etat en charge de la Promotion Économique.

Le Ministre d'état a tenu à présenter au Mali, au Niger et à l'ensemble des peuples du Sahel ses condoléances les plus attristées suite à l'attaque terroriste survenue au Niger ce lundi 11 décembre ayant causé la mort de 71 militaires nigériens.

Au cours de cette audience, plusieurs projets étaient à l'ordre du jour pour une coopération bilatérale plus soutenue dans les secteurs d'activités spécifiques dont notamment les mines, l'énergie, la logistique, les transports aériens et ferroviaires entre autres.

Son Excellence Ahmed Al Sayegh a manifesté un intérêt particulier pour le développement durable et le processus de Paix et de Réconciliation Nationale au Mali.

Il a tenu à féliciter le Premier Ministre malien, Dr Boubou Cissé, pour son implication personnelle dans la résolution de la crise du centre et à rassurer sur le soutien des Émirats Arabes Unis sur le plan humanitaire et l'assistance au développement.

A la fin de la rencontre, il a également fait l'annonce de l'entrée en vigueur très prochainement (début 2020) de l'exemption de visas pour les détenteurs de passeports de service des deux pays comme c'est déjà le cas pour les passeports diplomatiques.

## Trouble au sein de l'ADP : Le BNJ interpelle le président d'honneur

**D**ans une déclaration rendue publique, hier, mercredi 11 décembre, le Bureau national des jeunes de l'ADP-Maliba déclare constater que les «textes du parti qui circulent sur les toits sont différents de ceux archivés au niveau du Mouvement National des Jeunes du parti et certaines dispositions qui donnaient aux jeunes et femmes du parti une représentativité réelle ont été retirées de la version finale sortie du Congrès». La situation, maintes fois signalée au Comité Exécutif, semble ne pas être comprise. C'est pourquoi les jeunes du parti viennent de saisir le Président d'honneur du parti, Alou Boubacar Diallo, afin de s'impliquer personnellement.

## Conseil régional de Kayes : Sous contrôle judiciaire, Fatoumata Konaté porte plainte



**E**lle se nomme Mme Sarr Fatoumata Konaté, chargée de communication du Conseil régional de Kayes. Cette dame est aussi promotrice de l'agence de communication SEYNAKOM. Bien qu'elle soit placée sous contrôle judiciaire, Fatoumata Konaté a, pour « diffamation », porté plainte contre Adama Fakaba Sissoko, porte-parole de la plateforme "Blonba" qui a dénoncé, après investigation, le détournement du Conseil régional de Kayes. Outre cela, la dame a aussi porté plainte pour « diffamation » contre l'animateur de la radio "Kayira" de Kayes, Madou Koné.

D'après nos informations, Fatoumata Konaté et deux autres personnes sont actuellement placées sous contrôle judiciaire par le tribunal anti-corruption de Kayes. Des précisions confirment que cette dame serait placée sous ce contrôle compte tenu de l'état d'avancement de sa grossesse.

En effet, il convient de retenir que parmi les personnes soupçonnées d'avoir détourné des montants volatilisés au sein dudit Conseil régional, cette dame fait partie.

Selon notre source, Fatoumata Konaté estime que le porte-parole de la plateforme "Blonba", Adama Fakaba Sissoko, l'aurait diffamée en qualifiant son agence de communication « fictive ».

Contacté par nos soins, le porte-parole de la plateforme précise que l'agence de communication de Mme Sarr n'a pas de siège. En plus, Sissoko a tenu à préciser qu'il s'agit d'une agence qui « n'existe que sur papier ».

De l'avis d'un avocat interrogé par une de nos sources, la plainte de la dame est en principe « irrecevable » du fait qu'elle se trouve placée sous contrôle judiciaire dans une affaire de corruption. « Elle (Fatoumata) estime qu'en possédant les documents administratifs, elle prouve l'existence de son agence de communication. Or, la preuve matérielle de l'existence de l'agence n'existe pas », nous confie Adama F Sissoko. Ce 17 décembre 2019, la première partie de ce procès aura lieu entre la plaignante et les deux défendeurs (Adama F Sissoko et l'animateur Madou Koné).

■ Mamadou Diarra

**An Bé Gnogon Bolo**  
On est ensemble

**Malitel**  
Proche de vous



**REJOIGNEZ LE 1<sup>ER</sup> OPÉRATEUR GLOBAL  
DES TÉLÉCOMMUNICATIONS AU MALI.**

Malitel votre réseau favori

service client : 6700   
www.malitel.ml   
www.facebook.com/malitel.official 

## Daniel Amagoïn Tessougé : Au Colloque Universitaire entre Bamako et Luxembourg



«Une situation conflictuelle, qui, en raison de sa gravité, justifie des mesures d'exception»

Sous le thème : « Crise du droit et droit de la crise dans le contexte sahélien et malien », le Président de la Cour de l'UEMOA, Daniel Amagoïn Tessougé, à l'occasion du colloque universitaire entre Bamako et Luxembourg, a affirmé qu'au Mali, depuis l'apparition du terrorisme, les crises au centre, la menace sur la paix est si vive, que le développement est devenu un casse-tête chinois.

Le 21<sup>ème</sup> siècle, paraît comme celui d'un monde en crise. Ces crises multiformes aux conséquences inqualifiables sont perceptibles, rendant l'avenir commun presque incertain.

Cette situation semble plus prononcée sur le continent africain, notamment en Afrique de l'Ouest où les Etats ont hérité d'un long et douloureux passé colonial avant d'accéder à

l'indépendance à travers la construction de structures étatiques suite à des indépendances dites politiques, a-t-il révélé.

Pour plusieurs analystes, dira-t-il, les frontières héritées de la colonisation, sont à la base de la zizanie, comme en atteste les différentes guerres de frontières, celles-ci ayant été érigées sans l'avis des africains à Berlin. Pour lui, l'acte constitutif de l'Organisation de l'Unité Africaine a consacré, le principe de l'intangibilité des frontières issues de la colonisation. Nul compte n'a été tenu de réalités sociologiques, historiques et culturelles.

A cela, s'ajoutent la mauvaise gouvernance, les guerres intestines, les coups d'Etat. On en dénombreait en 2019 204, pour l'Afrique. Parlant de l'Afrique, Alain Gresh faisait ce constat : « trop souvent, le continent africain se résume à quelques images d'enfants démunis, des réfugiés faméliques, des guerres tribales ».

Il est vrai que l'Afrique semble accumuler les catastrophes naturelles et humaines...La gabegie a entraîné des politiques d'assainisse-

ment qui ont affaibli des gouvernants, souvent minés par la corruption et contribué à l'effondrement des structures sanitaires et scolaires durement frappées par la maladie ». Dans les années 1990, avec l'avènement des mouvements de démocratisation et de l'état de droit, on a espéré que cela allait être la panacée à tous les maux du continent.

Toutefois, nombre de facteurs disparates, issues parfois aussi bien de la gestion des rapports socio-économiques que politico-institutionnels seront à l'origine de crises multidimensionnelles, interagissant de part et d'autre, pour créer une situation complexe. L'acception du mot Crise, n'emporte pas une adhésion unanime, et à juste titre. Je ne m'aventurerais pas à tenter l'expérience. Donnons en quelques-unes cependant, pour ne pas créer une polémique inutile, dont nous juristes sommes friands.

Au plan conceptuel, la crise est souvent perçue comme étant « un changement, une rupture, ou encore un moment périlleux et décisif » ou simplement « **une situation troublée, souvent conflictuelle, qui, en raison de sa gravité, justifie des mesures d'exception** »

Philippe Boulanger pense qu'en ce siècle, une nouvelle dynamique mondiale se fait jour, frappée par des turbulences.

Habituellement, la notion de crise fait penser à toutes les situations de rapports de forces. Dans les études des spécialistes, on définit le conflit comme une opposition d'intérêts qui ne mène pas nécessairement à l'affrontement armé. François Géré lui pense que c'est : « une tension qui vient de l'antagonisme entre deux individus ou deux collectifs ».

L'unanimité comme vous le constatez, ne se fera pas autour de la notion, tant elle convoque autour d'elle des spécialités différentes, donc autant de perceptions.

Comme champ d'étude, le Mali est une illustration parfaite, avec l'apparition de la rébellion sécessionniste au Nord du pays, il y a quelques années sans oublier l'éclosion de l'hydre terroriste. Aujourd'hui, une bonne partie du territoire échappe à l'administration d'Etat.

Hélas, le Mali n'est pas une exception, loin s'en faut. C'est le monde lui-même qui présente le visage hideux de la haine, de la guerre et de l'insolente domination d'une minorité outrageusement riche sur une majorité outrancièrement misérable. Sonny Tabou Lansy prédisait

ceci : « tant qu'il y aura en notre monde la division tragique... entre d'une part les nantis qui ont tout de tout et, d'autre part, les rigolos de la périphérie, démunis à sang, interdit d'ingérence dans les affaires de l'humanité, le progrès sera malade ».

Déjà en 1963, le Négus Hailé Sélassié, dans un discours mémorable, que le célèbre musicien Robert Nesta Marley Connu sous le nom de Bob Marley, a repris dans une chanson célèbre, disait : **« Tant que la philosophie qui fait la distinction entre une race supérieure et une autre inférieure ne sera pas finalement et pour toujours discréditée et abandonnée ; tant qu'il y aura encore dans certaines nations des citoyens de première et de seconde classe ; tant que la couleur de la peau d'un homme n'aura pas plus de signification que la couleur de ses yeux ; tant que les droits fondamentaux de l'homme ne seront pas également garantis à tous sans distinction de race ; Jusqu'à ce jour le rêve d'une paix durable, d'une citoyenneté mondiale et d'une règle de moralité internationale, ne restera qu'une illusion fugitive que l'on poursuit sans jamais l'atteindre. ... et tant que le fanatisme, les préjugés, la malveillance et les intérêts personnels n'auront pas été remplacés par la compréhension, la tolérance et la bonne volonté ; tant que tous les africains ne pourront pas se lever et s'exprimer comme des êtres humains libres, égaux aux yeux de tous les hommes comme ils le sont aux yeux de Dieu ; jusqu'à ce jour, le continent africain ne connaîtra pas la paix... Nous Africains, nous nous battons si nécessaire, et nous savons que nous vaincrons, tant nous avons confiance en la victoire du bien sur le mal ».**

L'incapacité à gérer les problèmes que posent la vie en société, aura indubitablement pour conséquence la décomposition du tissu social voire l'implosion du vivre en commun.

Dans les sociétés traditionnelles, affirmera Tessougué, il existait plusieurs mécanismes de résolutions de crises. Ces sociétés, à cause de la nécessité du maintien de la cohésion et de l'équilibre social, ne pouvaient aucunement admettre qu'un grain de sable vienne enrouer la mécanique du vivre-ensemble.

« Nos sociétés dites modernes ont conduit à l'étiollement de tous ces mécanismes. L'ar-

gent-roi a tout décimé sur sa route », a-t-il témoigné.

Or, la prise en compte de la valeur culturelle est essentielle. Il faut même affirmer, que la culture doit être le socle sur lequel ces éléments doivent s'ériger. Alors que la vertu, la bravoure, l'intégrité et la dignité étaient louées, aujourd'hui, qu'importe l'origine des fortunes, celui qui est fortuné fait l'objet de louanges et entretient une cour de profiteurs, des pique-assiettes professionnels. Notre société actuelle a de sérieux problèmes, a ajouté le Président de la Cour de l'Uemoa.

A juste titre, le Poète et Penseur Cubain José Martí écrivait ceci : **« Les expressions de la culture doivent être au service du peuple et des causes justes. Elles doivent participer à ses luttes et à ses aspirations, poser ses problèmes et n'adopter jamais une fausse et commode attitude lointaine d'expectative. La culture, détachée de la problématique sociale de son temps, sera toujours un froid produit alambiqué, dépourvu de force, d'intérêt et de permanence ».**

Quelle que soit l'idéologie, selon lui, une chose emportera l'unanimité, c'est que les pays qui aspirent au développement n'y parviendront qu'en cumulant un certain nombre d'éléments comme : la soumission de l'Etat au droit, la plus grande participation des populations à la gestion des affaires publiques et la bonne gouvernance.

Au Mali, depuis l'apparition du terrorisme, les crises au centre, la menace sur la paix est si vive, que le développement est devenu un casse-tête chinois, a affirmé Daniel A Tessougué.

**« Si donc la civilisation s'oppose à la barbarie, nous pouvons sans risque de nous tromper, soutenir que la civilisation se caractérise par l'ordre, l'harmonie, l'équilibre dans une société »**, a-t-il édifié. Par voie de conséquence, son effondrement aura des conséquences sur le droit, qui est le ciment essentiel dans le maintien l'équilibre social.

Notre monde d'aujourd'hui est en crise. La violence gangrène le vivre ensemble séculaire de personnes que tout rassemblait et que tout divise aujourd'hui.

A l'en croire le président de la Cour de l'UEOMA, l'homme du 21ème siècle est pire que la bête qui niche dans le chien enragé, le-

quel est alors capable de mordre son maître. Quand la société est défaillante au point de ne pouvoir assurer le minimum de protection dans des valeurs cardinales qui la fondent, le droit rase le mur, la violence est reine et l'humanité perd son âme.

Dans ce Mali d'aujourd'hui, on se plaît à parler de nos ancêtres, fondateurs de grands empires, en oubliant cet avertissement de Seydou Badian Kouyaté **« des peuples enlisés dans leurs passés, ne voyant dans le présent que jouissances, ne sont pas des peuples forts, mais des nations proies ».**

Le divertissement et le peu d'entrain à se tourner vers l'essentiel sont devenus une autre marque de fabrique dont nous détenons le brevet.

Hélas, dans ce pays, les réseaux sociaux sont devenus une vraie calamité. Grâce aux nouvelles technologies de l'information et de la communication, le monde étant devenu tout petit, au point que tout se sait en une fraction de seconde, ici, cet outil est devenu une sorte d'arme de démolition de l'autre, a-t-il constaté.

**« De parfaits ignorants, par le truchement des réseaux sociaux, ont créé une nouvelle profession, les activistes, et sont devenus les VRP des fakenews »** a souligné Daniel A Tessougué.

Rien n'échappe à leurs sarcasmes. Le comble, ils distillent le venin de la méchanceté gratuite tant et si bien que l'insolence est devenue leur marque déposée. La République, dont nous étions tous fiers d'être filles et fils, est menacée de toute part par leur fait. A ce rythme, c'est la survie du vivre-ensemble tout entier qui se joue, a-t-il regretté.

Dans un tel contexte, où de partout des situations conflictuelles sévissent, selon Tessougué, le droit devrait être convoqué afin d'apporter une solution salvatrice.

Trop souvent l'option juridique intervient pour parachever un long processus, quand tout s'est effondré. Or, le droit devrait prévenir. Malheureusement un peu partout dans le monde, le juriste joue le rôle de pompier, voire celui de médecin urgentiste, a-t-il assuré.

Par cette fin, il conclura que plusieurs schémas peuvent donc être explorés dans les rapports entre Droit et crises, notamment la prévention juridique de la crise et la conduite de la crise sous l'angle du droit.

■ Ibrahim Sanogo



## Centre de Formation des Collectivités Territoriales : Des projets pour soutenir le développement

Le 12 décembre 2019 s'est tenu au Centre de Formation des Collectivités territoriales (CFCT) le comité de pilotage de deux projets financés par l'Agence Française de Développement (AFD), dénommé « Sécurité et développement au nord du Mali, Phase 2 » et « 3 Frontières ».

Les projets « SDNM2 » et « 3 Frontières » financés par l'AFD sont une contribution concrète de la France à la mise en œuvre du volet développement de l'Accord pour la paix et de la réconciliation issu du processus d'Alger. Ils apportent un appui technique et financier aux investissements socio-économiques des collectivités des régions du nord du Mali et de Mopti.

Pour l'Ambassadeur de la France, ce projet « SDNM2 » est un montant total de 19 millions d'euros, dont 13 millions d'euros cofinancés par l'UE à travers son Fonds fiduciaire d'Urgence et 1 million d'euros par la République du Mali. Selon lui, il permet de financer des investissements communaux dans les régions du nord du Mali et de Mopti.

« SDNM2 » et « 3 Frontières » s'inscrivent pleinement dans le principe d'appropriation par les autorités et populations maliennes du développement de leur territoire elles-mêmes,

tandis que les financements de l'AFD transitent par l'Agence d'Investissement des Collectivités Territoriales (ANICT).

En outre, le diplomate français dira que le projet de 3 Frontières, d'un montant de 3 millions d'euros, se concentre sur les filières agro-pastorales dans les cercles frontières avec le Burkina Faso et du Niger, à travers l'accompagnement d'organisations de producteurs et d'éleveurs, sous la coordination de l'Association des organisations professionnelles paysannes (AOPP) et la réalisation d'investissement économiques.

Le comité de pilotage permettra d'illustrer les résultats déjà atteints dans le cadre de ce partenariat entre le Mali et la France. La construction du Lycée de Youwarou, l'extension du lycée Mahamane Alassane Haidara à Tombouctou, les surcreusements de mars à Djounhan dans la région de Kidal, à Bandiougou dans la région de Mopti, ou encore la réception d'une vingtaine d'ouvrages hydrauliques dans les régions de Taoudéni, Ménaka, Kidal et Tombouctou figurent ainsi parmi les réalisations d'une première vague d'investissements menés sur SDNM2. Ce sont ainsi près de 100 communes qui bénéficieront de 170 investissements d'ici fin 2020. Le projet « 3 Frontières » appuie déjà, pour sa part 23 organisations de producteurs dans les 6 cercles du projet.

A l'en croire l'Ambassadeur de l'UE, Barth Ouvry, des investissements ont également été réalisés comme la contribution de parcs à vaccination dans les Cercles de Gao et de Douentza, la réhabilitation du marché à bétail de Gourma-Rharous et de l'aire d'abattage à Ouenkoro. De nombreux autres ont été identifiés dans la perspective d'un déploiement à plus grande échelle de cette opération.

Par ailleurs, le ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation a assuré que son Département accorde à ces projets dans le cadre de la mise en œuvre de notre politique nationale de décentralisation mais aussi et surtout de mise œuvre du volet développement de l'accord pour la paix et la réconciliation.

Le portefeuille de projets de l'AFD dans les régions du nord et du centre du Mali s'élève à 140 millions d'euros, donnant lieu à de nombreuses réalisations socio-économiques, notamment dans les régions du nord et de Mopti. C'était en présence du ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation, Boubacar Alpha Bah, du Secrétaire général du ministre de la Cohésion sociale, de la Paix et de la Réconciliation Attaher Ag Inane et les Ambassadeurs de France au Mali, Joël Meyer, de l'Union Européenne, Barth Ouvry, les présidents exécutifs des Collectivités des Régions de Mopti, Tombouctou, Taoudéni, Gao, Ménaka et Kidal ainsi que les présidents des Conseils des Cercles de Koro, Bankass, Douentza, Gourma-Rharous, Gao et Ansongo.

■ Ibrahim Sanogo



## Journée internationale des personnes handicapées : LE CNP marque le coup



Depuis 1992, la Journée internationale des personnes handicapées est célébrée chaque année le 3 décembre, à travers le monde. Cette célébration vise à promouvoir les droits et le bien-être des personnes handicapées dans toutes les sphères de la société et du développement et à accroître la sensibilisation à leur situation particulière dans tous les aspects de la vie politique, sociale, économique et culturelle.

Fidèle à la tradition, le Comité national paralympique du Mali (CNP) a encore marqué le coup cette année, en organisant une série d'activités, à travers le pays. Ainsi, une course (100m Dames et Messieurs) et un concours d'haltérophilie (Dames et Messieurs) se sont déroulés le samedi 7 décembre sur le terrain de l'Institut français. Les deux épreuves d'athlétisme (100m Dames et Messieurs) ont été dominées, respectivement par Aminata Doumbia et Ousmane Traoré, alors que Korotoumou Coulibaly et Daouda N'Diaye se sont imposés en haltérophilie. Dans son discours de clôture, le président du CNP, Amadou Diarra, a salué le bon déroulement des épreuves, avant de souligner l'im-

portance de la Journée internationale des personnes handicapées. «L'objectif visé par le CNP à travers cette célébration est d'attirer l'attention des décideurs sur une accélération du processus d'application de la loi N°2017-037 du 14 juillet 2017, régissant les activités

physiques et sportives dans notre pays et la loi N°2018-077 du 12 juin 2018, relative aux droits des personnes vivant avec un handicap. Le thème national est : « Favoriser la participation sociale des personnes handicapées et leur pouvoir d'agir, un geste à la fois », expliquera Amadou Diarra. « Cette année, renchérra-t-il, la Journée internationale des personnes handicapées met l'accent sur le rôle et la participation des personnes handicapées dans le développement inclusif, équitable et durable, comme prévu par le programme de développement durable à l'horizon 2030.

Les 17 objectifs de développement durable et leurs cibles donnent la marche à suivre pour parvenir à un avenir meilleur et plus durable pour tous, en ne laissant personne de côté et en reconnaissant le handicap comme une question intersectorielle. « Le handicap est mentionné à plusieurs reprises dans les Objectifs de développement durable (ODD), en particulier dans les domaines de l'éducation, de la croissance et de l'emploi, des inégalités, de l'accessibilité des villes et des établissements humains, ainsi que dans la collecte des données et du suivi des objectifs », a conclu le président du CNP. On notait la présence à la cérémonie du vice-président du Comité national olympique et sportif (CNOS-Mali), Wahabou Zoromé.

■ Seïbou S. KAMISSOKO



## Phase nationale du Dialogue National Inclusif : Le FSD et la Plateforme « AnwKo Mali Dron » disent NON !



**A quelques jours du début de la phase finale du dialogue national inclusif, le Front pour la Sauvegarde de la Démocratie (FSD) et la plateforme « Anw Ko Mali Dron » se sont déclarés non partants. C'était à la faveur d'une conférence de presse tenue au mémorial Modibo Keita pour AKMD et d'un Communiqué pour le FSD qui restent campés sur leurs positions. Or les travaux doivent commencer le 14 décembre 2019. D'autres caciques de la politique nationale ont également déclaré ne pas participer. Face à cette démarcation, est ce que peut-on parler d'inclusivité? Les résultats ne sont-ils pas biaisés d'avance? Autant d'interrogations qui coupent le sommeil au citoyen lambda.**

Le président IBK, son gouvernement, la majorité présidentielle et le cercle de ses amis peuvent bien organiser le dialogue national inclusif le samedi 14 décembre prochain. Mais, ils devront le faire avec la conscience de l'organiser sans une bonne partie des Maliens qui ne croient pas à son aventure personnalisée, c'est ce que pense la présidente de la plateforme AnwKo Mali Dron, dirigée par Mme Sy Kadiatou Sow.

Ce regroupement dirigé par Mme Sy fait partie du lot des Maliens qui seront sur le quai du dialogue national. Celui-ci rejette le processus des concertations « dans sa forme comme dans son fond ».

Dans leur posture de boycott du dialogue, Mme Sy Kadiatou Sow et ses collègues de lutte ne manquent pas d'arguments « solides et palpables » qui donnent, aujourd'hui, à

croire à une nouvelle impasse en vue pour le Mali. Dans la déclaration liminaire lors de cette conférence lue par Daba Diallo, la Plateforme Anw Kô Mali Dron estime que le Gouvernement et le Triumvirat ont privé le dialogue du terreau mobilisateur que constituent l'apaisement et le sentiment de confiance mutuelle en procédant au lancement du dialogue et à la tenue des deux niveaux de base et du niveau régional sans d'importants segments des forces politiques et sociales. Les membres de la Plateforme ont aussi critiqué la décision unilatérale du Président IBK par rapport au format, le contenu, les personnalités et de la structure devant conduire le dialogue.

Selon le conférencier, aucun effort n'a été fait pour imaginer une participation des citoyens dans les quartiers et villages lors des concertations de base. « **La liste de participants est certes élargie notamment avec la participation de représentants des Communes au niveau cercle et ainsi de suite jusqu'au niveau national mais toujours sans les citoyens qu'on ne saurait assimiler uniquement aux représentants des structures, d'associations et autres regroupements habituels (officiels, semi-officiels et para-officiels)** », regrettent les membres de la plateforme.

A les en croire, l'existence de thématiques orientés et/ou fermés piège les débats d'autant plus qu'il n'est mentionné nulle part de façon claire et nette que les participants ont le libre choix des sujets et questions. « L'augmentation du nombre des thématiques ne prends pas en compte les interrogations fortes sur notre démocratie visant à refonder l'infrastructure institutionnelle de notre pays, à

légitimer l'Etat sur des bases endogènes, à inventer un nouveau fonctionnement institutionnel, une nouvelle alliance entre les citoyens et leurs gouvernants, une gouvernance territoriale visionnaire, osée et progressive, un système de défense et de sécurité repensé, sur nos ressources humaines (éducation, école, santé, qualité de la vie et identité culturelle), sur notre économie », dénonce la Plateforme AnwKo Mali Dron.

Selon la plateforme, les changements apportés à la question de l'accord pour la paix et la réconciliation et à celle de la révision de la constitution, les formulations y relatives dans les objectifs spécifiques dans les résultats attendus et dans la thématique n°1 laissent entendre que le seul objectif fin avoué du dialogue n'est autre que la révision constitutionnelle. Quant à la situation sécuritaire, la plateforme estime que la crise a atteint son paroxysme avec son lot quotidien d'assassinats, d'enlèvements et de destruction de l'économie. La plateforme a réaffirmé son soutien aux FAMA et exige du gouvernement de doter les FAMA de moyens adéquats et conséquents pour mener à bien leurs missions, changer radicalement la gouvernance de la défense et de la sécurité et consacrer les ressources suffisantes au financement des opérations.

Interroger sur l'avis de la plateforme quant à l'invitation du Président IBK par son homologue français le 16 décembre à Pau, Mme Sy Kadiatou Sow s'est montrée dubitative quant à son courage politique à dénoncer cette forme de tutelle que la France exerce sur le Mali. « **Tous ceux qui sont là ne le sont pas à cause de nos beaux yeux. Ils ont là pour leurs intérêts. Alors la question qui se pose est de savoir si le président IBK aura le courage politique de dénoncer cette forme de tutelle que le France exerce sur nous. Nous espérons que les Chefs d'Etat invités vont se concerter avant pour parler d'une même voix, pour défendre nos intérêts** », a lancé la présidente de la Plateforme AnwKo Mali Dron.

Quant au FSD, sa Déclaration est explicite de sa position. **Voir Encadré.**

■ Ibrahim Sanogo

## **FRONT POUR LA SAUVEGARDE DE LA DEMOCRATIE (FSD)**

### **Communiqué**

Le 30 novembre 2019, dans une adresse à la Nation, le Président de la République Ibrahim Boubacar Keita a fixé au 14 Décembre 2019 le lancement officiel du « Dialogue National Inclusif » au Palais de la Culture Amadou Hampaté Bâ de Bamako.

A l'analyse de son message, il apparaît très clairement que le Président IBK continue à faire de la pure communication politique sans évaluer à leur juste mesure les graves enjeux du moment.

En effet, le Président de la République omet de mentionner que pour ce qui le concerne, le Front pour la Sauvegarde de la Démocratie (FSD), dans le souci de la préservation de l'intérêt général a accepté de tourner la page de toutes les violations de la parole donnée et des engagements pris et a par conséquent accepté de participer à l'atelier de validation des Termes de Référence du Dialogue National en y développant tous les arguments susceptibles d'en assurer la pleine réussite.

Les mêmes arguments ont été présentés à toutes les personnes de bonne foi qui ont voulu jouer les bons offices. Ces contributions ont été purement et simplement rejetées sans raison.

Tel qu'il se déroule, le DNI a des finalités connues et une mise en scène ficelée qui sont absolument contraires aux intérêts du Mali.

Le FSD, qui ne veut en aucun cas être complice d'acte de trahison envers le Peuple malien réitère donc son refus de participer au prétendu DNI qui ne pourrait apporter aucune solution aux dérives d'un pouvoir qui n'est pas conscient de la réalité.

Bamako, le 12 décembre 2019

**LE DIRECTOIRE**

## Budget d'Etat 2020 : La fuite en avant n'est pas tenable



Un adage bien connu au Mali dit que « courir sur le toit oblige à s'arrêter à un moment ou à un autre, au risque de chuter ! ». La gouvernance financière de notre pays ressemble de plus en plus à une course sur le toit. Nos autorités doivent prendre garde à la chute qui peut se produire. Le projet de budget 2020 présenté à l'Assemblée nationale n'illustre malheureusement pas la prudence qui sied à la situation. Bien au contraire ! La Loi de finances soumise à l'examen des députés au titre de l'année prochaine et qui traduit l'intention politique du Gouvernement paraît dans de nombreux aspects, contraire à ce qu'il convient de faire en ce moment. Aussi bien dans l'anticipation des recettes que dans la planification des dépenses, les intentions de nos autorités paraissent contraires à ce dont le pays a besoin. En conséquence, il faut craindre que la situation financière de l'État, déjà préoccupante, ne soit encore plus alarmante à la fin de l'année prochaine, ceci, au grand désespoir des Maliens, notamment des plus démunis. La crise économique et financière pourrait avoir des conséquences plus

dramatiques que la crise sécuritaire. Faisons donc attention !

En ce qui concerne les recettes, le budget d'État anticipe 2 182 milliards de FCFA contre 2 055 milliards pour le budget 2019 rectifié, soit une augmentation de 127 milliards. Cette progression est en réalité plus élevée quand on prend en compte certaines recettes exceptionnelles de 2019 (vente de la 4e licence, dons reçus, etc.) pour environ 74 milliards et qui ne se renouvelleront pas en 2020. Si l'on fait abstraction de ces éléments non récurrents, l'augmentation de recettes envisagée par l'État serait d'environ 201 milliards de FCFA entre 2019 et 2020.

Pour réaliser cette augmentation, le Gouvernement entend faire de véritables prouesses fiscales en générant des recettes supplémentaires d'environ 200 milliards par rapport à 2019.

Cela paraît très discutable en raison du fait qu'en 2019 déjà, la réalité des recettes fiscales a été inférieure de 66 milliards aux prévisions. Alors comment pourrait-on atteindre des objectifs aussi ambitieux ? En 2019, il était ini-

tiellement prévu 1 603 milliards de recettes. Cette somme a dû être revue à la baisse en la ramenant à 1537 milliards ! En 2020 le Gouvernement programme 1 730 milliards de recettes ! Comment fera-t-il ?

Les explications fournies dans le document de présentation du budget paraissent très légères. Il y est indiqué que cet objectif de recettes a été fixé pour atteindre le niveau de pression fiscale de 15,6% ! Ce qui paraît assez surréaliste et s'apparente à de l'auto persuasion ! A l'image du taux de croissance, les performances fiscales ne se décrètent pas. Elles sont issues d'actions, d'initiatives, de réformes et de mesures vigoureuses et adaptées. Il est illusoire de concevoir un budget sur base d'un objectif chiffré que l'on se fixe en l'absence d'indication de la stratégie à mettre en œuvre, des efforts à fournir et des réformes à conduire ! Il ne suffit pas de le proclamer pour réaliser 200 milliards de recettes supplémentaires ! Dans une situation de cette nature, les lendemains risquent d'être douloureux et on risque de faire face encore à des réajustements comme en 2019.

Le document de présentation du budget annonce également une batterie de mesures pour améliorer les recettes des impôts, des domaines, du Trésor Public et de la douane qui s'apparentent à une répétition des intentions formulées lors de chaque exercice budgétaire. Elles seraient plus crédibles si pour chaque mesure, on indiquait le montant des recettes supplémentaires attendu par exemple. Autrement, on ne peut leur accorder de crédibilité. Il est par conséquent probable que les recettes attendues en 2020 ne soient pas au rendez-vous, comme cette année. Ce qui aura des conséquences négatives sur la situation financière de l'État.

Les dépenses sont évaluées à 2 605 milliards de FCFA contre 2 388 milliards dans le budget révisé de 2019 soit une augmentation de 217 milliards de FCFA. Cette hausse est expliquée entre autres, par les remboursements de dettes (125 milliards), les salaires (41 milliards), les achats et autres dépenses (51 milliards dont 10 pour les élections). À noter que certaines dépenses augmentent mais la présentation du Gouvernement reste muette sur cela. Il s'agit des acquisitions de biens et services pour 5 milliards ou encore les transferts et subventions pour 33 milliards. Les explications sur ces augmentations devraient être

fournies.

Le Gouvernement anticipe une baisse de la subvention versée à la société Energie du Mali (EDM SA) à hauteur de 45 milliards, cela n'est pas réaliste. Il est donc probable que cette subvention, consentie pour maintenir des tarifs abordables de l'énergie, ne baisse pas, ce qui accroîtra les dépenses de l'État en 2020. Pour réaliser des économies, il est également prévu de réduire le filet social de 13 milliards. Ce qui n'est pas acceptable dans le contexte actuel car ce volet est destiné à soutenir les personnes démunies. En revanche, chose surprenante, on ne remarque aucun effort de réduction du train de vie des institutions. Cela est également inacceptable puisque contraire à l'esprit de la gestion d'un pays en crise. Il est inconcevable d'imposer des efforts aux démunis et laisser les nantis mener grand train !

Compte tenu de ce qui précède, il est à craindre que le niveau des dépenses soit plus élevé que ce qui est présenté du fait de l'iniquité de certaines décisions et de la réalité à laquelle il faudra de toute façon faire face comme par exemple la subvention à verser à EDM SA. On pourrait ainsi, sur base des chiffres présentés par le Gouvernement, anticiper un niveau de dépenses supérieur d'au moins 50 milliards

aux prévisions, soit un niveau global d'au moins 2 655 milliards de FCFA.

Il convient de noter également qu'à l'examen des budgets des investissements, notamment le Budget spécial d'investissement (BSI) inférieur, il est prévu 15 milliards pour la réhabilitation de la Route Kati-Kayes-Kidira. Quand on connaît le niveau de dégradation avancée de cette voie, on imagine facilement le caractère dérisoire des ressources affectées. Cette décision risque de contraindre l'État à faire plus d'effort et donc à accroître les dépenses et donc le déficit.

Le déficit budgétaire (différence entre 2 605 milliards de 2 182 milliards) est évalué à 423 milliards contre 333 milliards dans le budget rectifié de 2019, soit une augmentation de 90 milliards de FCFA. C'est la plus forte augmentation du déficit (27%) jamais constatée dans notre pays. Avec un Produit Intérieur Brut (PIB) estimé par le Gouvernement à 10 905 milliards, le taux du déficit sera de 3,9% soit au-delà du maximum autorisé de 3% selon les règles de l'UEMOA et de la CEDEAO.

En réalité, ce déficit risque d'être encore plus élevé car les estimations de recettes paraissent irréalisables (surestimation d'au moins 150 milliards) et les estimations de dépenses

semblent sous-estimées d'au moins 50 milliards. Le déficit risque de ce fait d'être plus profond d'au moins 200 milliards ; ce qui fait ressortir un niveau de déficit d'environ 623 milliards de FCFA, soit près du double de 2019 et 5,7% du PIB. Ce qui semble difficilement supportable pour un pays comme le Mali.

Le Gouvernement envisage de faire face aux difficultés financières de l'État en empruntant au moins 556 milliards de FCFA. Ce qui alourdira l'endettement du pays et générera encore plus de charges financières à supporter dans le futur. Pourquoi nos autorités n'envisagent-elles pas de réaliser des économies ? Pourquoi ne pas tailler clairement dans toutes les charges de fonctionnement, notamment celles des Institutions ? Pourquoi ne pas montrer l'exemple aux Maliens et dire enfin que face à la situation catastrophique, on doit tous se serrer la ceinture ? Pourquoi ne pas regarder du côté des exonérations fiscales qui sont des cadeaux faits aux nantis, souvent sans contrepartie ?

Ces questions se posent et leurs réponses sont attendues. D'ici là, il faut malheureusement constater que le projet de budget pour 2020 n'est ni réaliste, ni crédible et ni juste.

**Moussa MARA**

**SAMA**  
transfert d'argent

# Transfert d'argent

**ECONOMISEZ JUSQU'À**  
**40%**  
**SUR VOS FRAIS DE**  
**TRANSFERT D'ARGENT**

[www.sama.money](http://www.sama.money)

# Assurés et Prescripteurs, Attention à la fraude !



La CANAM rappelle à tous que toute fraude commise pour accéder aux prestations est punie par les dispositions de la loi N°09-015 du 26 Juin 2009.

La CANAM sait compter sur la compréhension de tous

## Conseil d'administration de Mali Tourisme : Donner une grande visibilité au tourisme malien



**L'Agence de promotion touristique du Mali (Mali-Tourisme) a tenu la 4e session de son Conseil d'administration (CA) le jeudi 12 décembre 2019 à l'Hôtel Azalai de Bamako. Elle était présidée par le ministre de l'Artisanat et du Tourisme, Mme Nina Wallet Intallou.**

Les administrateurs, notamment les nouveaux ont planché sur les rapports (activités et exécution du budget au 31 octobre 2019), notamment le programme d'activités de 2020 sans oublier le procès verbal de la 3e session ordinaire du CA.

« Je vous invite à un examen minutieux de l'ensemble des documents soumis. J'associe également à l'ensemble du personnel du tourisme au Mali sans lesquels, on ne pouvait aboutir à d'autres bons résultats. J'adresse mes félicitations à l'équipe dirigeante de l'Agence de promotion touristique du Mali, avec une motion particulière à son jeune directeur, Monsieur Sidy Keita, pour son leadership exemplaire, et les encourager à soutenir d'avantage les opérateurs du secteur du tourisme au Mali » ! Tels sont, entre autres, mots du discours à la 4e session du conseil d'administration de Mali-Tourisme, du ministre de l'Artisanat et du Tourisme, Mme Nina Wallet

Intallou.

Une session tenue sous sa présidence en sa qualité de présidente du Conseil d'administration. Dans son discours d'ouverture, le ministre de l'Artisanat et du Tourisme, a mis l'accent sur les acquis du précédent exercice ainsi que les défis à relever à l'avenir pour relancer ce secteur vital de l'économie nationale. Nina Wallet Intallou a en effet mis en exergue le rôle éminemment important que joue le tourisme dans l'amélioration effective de la vie des populations que dans la contribution à la promotion de la culture de la paix et de la consolidation de la cohésion nationale.

Ce qui en fait selon le ministre, une préoccupation majeure des plus hautes autorités déterminées à tout mettre en œuvre pour sa relance en dépit de la crise multidimensionnelle.

« Cette préoccupation se traduit à travers les objectifs définis par le cadre stratégique pour la relance économique et le développement durable (CREDD 2019-2023), dira le ministre.

Une préoccupation concrétisée par l'appui constant de son Département à diverses manifestations nationales et à la participation de notre pays à plusieurs rencontres internationales de haut niveau.

« La participation à la 39e édition du salon international du tourisme de Madrid (Fitur), en Espagne, du 21 au 28 janvier 2019, au cours de laquelle il y a eu la signature d'une convention entre le ministère de l'artisanat et du tourisme du Mali et l'organisation mondiale du tourisme, dans le cadre de l'organisation de la 62e réunion de la commission régionale de l'OMT pour l'Afrique.

La participation à la 23e session statutaire de l'assemblée générale de l'OMT en Russie, du 9 au 15 septembre 2019, « au cours de laquelle nous avons fortement exprimé notre déception pour l'annulation de la 62e réunion de la CAF au Mali, en dépit de l'engagement et de la mobilisation du gouvernement et des acteurs du tourisme pour abriter cet événement chez nous », soupire le ministre Mme Nina Wallet Intallou.

La participation au Congrès régional africain sur l'autonomisation des femmes dans le secteur du tourisme, tenu à Accra au Ghana du 24 au 27 novembre 2019. « Où nous avons souligné le rôle important que jouent les femmes dans le secteur du tourisme et à partager également les expériences des projets et programmes mis en œuvre dans ce domaine dans notre pays », indique-t-elle.

En dépit des performances, a souligné Nina



Wallet Intallou, force est de reconnaître que «la fragilité de l'environnement sécuritaire dans la bande sahélo-saharienne continue d'affecter l'image de la destination-Mali sur les principaux marchés émetteurs de touristes». Tout comme le contexte sous-régional du tourisme se caractérisant de nos jours par «une concurrence exacerbée entre les destinations touristiques».

**«L'impact négatif de tous ces facteurs sur notre marché touristique nous impose à faire montre de plus d'engagement et détermination en vue de redéfinir de nouvelles orientations stratégiques pour le développement du secteur du tourisme dans notre pays»,** a précisé le ministre de l'Artisanat et du Tourisme.

C'est d'ailleurs à cela que le ministère de l'artisanat et du tourisme, à travers Mali-Tourisme, œuvre afin de «proposer des mesures adéquates et réalistes en vue d'inverser la tendance et accélérer notre relance», poursuit Mme Nina Wallet Intallou.

En terme d'activités programmées pour l'exercice 2020, Mali-Tourisme entend donner une grande visibilité à l'offre touristique du Mali constituée de service hébergement, restauration, organisation de voyages et surtout le patrimoine culturel et naturel de notre pays dont l'amélioration du niveau structuration de l'offre touristique dans les zones à fort potentiel touristique ( Kayes, Sikasso, Koulikoro, Ségou).

Les prévisions financières pour l'exercice 2020 s'élèvent à 1.933217000 FCFA contre 1.829.464000 en 2019, soit une augmentation de 5,67%. Elles portent sur les subventions de l'Etat qui s'élèvent à un montant de 172.217.000 FCFA, et des ressources propres d'un montant de 1.761.000.000 FCFA.

Le directeur général de Mali-Tourisme, Sidy Kéita, dans un entretien avec la presse, a souligné qu'un travail sur la destination Mali est en cours et qu'avec les nouvelles technologies, l'accent sera mis sur la promotion des destinations touristiques maliennes auprès des nationaux et sur l'information touristique pour qu'elle soit à la portée de tous !

■ IBRAHIM SANOGO

## Tourisme : Kayes une destination en devenir !



**Après Mopti, Tombouctou, Koulikoro et Sikasso découverte de Kayes, région située à l'extrême Ouest du Mali. Une excellente occasion pour découvrir le patrimoine historique, culturel et naturel de cet ancien royaume du Khasso. Cette partie du Mali est traditionnellement une région d'émigration dont les principales ressources économiques viennent du transfert de capitaux des émigrés maliens. Aujourd'hui grâce à l'ouverture de son nouvel aéroport international Kayes Dag-Dag, son désenclavement dû à l'amélioration des routes, à l'extension de son parc hôtelier, à la réhabilitation de ses sites, Kayes, pourra profiter dès le feu vert du Quai d'Orsay - même si cette région du Mali n'est pas directement visée - d'une indispensable manne touristique.**

Reportage Kim Frossard, photos Virginie Tremsal (MapaMundi)

### Sur la route de Kayes

Hier, trois possibilités pour se rendre à Kayes depuis Bamako. L'avion au départ de Bamako, le train qui relie Bamako à Dakar, mais là il faut du temps et surtout de la patience. Enfin la route 480 Kms (de Bamako) à laquelle s'ajoute aujourd'hui, grâce à l'ouverture du \*nouvel aéroport International Kayes Dag-Dag, un nouveau moyen de transport et non le moindre. En effet de nombreuses compagnies aériennes dont Point-Afrique, dès le 12 Décembre prochain, relieront Kayes depuis Paris notamment.

Mais c'est par la route que commence notre circuit. De chaque côté de la piste, la savane, paysage assez monotone, mais de temps en temps elle croise des petits villages en banco où vivent les populations d'éleveurs de troupeaux, vaches, bœufs, chèvres, et zébus. Ces derniers, camaïeu de noir, blanc et marron ruminant heureux au bord d'immenses marigots.



Halte à Diéma. Pas la moindre habitation, seul un immense carrefour, le rendez-vous des camionneurs qui avant de reprendre la route vers la Mauritanie ou le Sénégal se ravitaillent en essence. Installés côte à côte, des petits maquis servent ce qu'ils ont, aloko, viande grillée, coca cola et boissons sucrées. Ici pas d'alcool. La région est particulièrement pauvre. A nouveau la route et goudronnée cette fois. En effet aujourd'hui les 200 kms de piste ont été, pour le confort des chauffeurs, goudronnés. Après 6 heures de trajet, alors qu'en 2007 il en fallait 10 (dans le meilleur des cas) entrée dans Kayes.

### Cette ancienne ville coloniale possède de très belles maisons de style soudanais

Cette ancienne ville coloniale est magnifique et possède encore de très belles maisons en pierre de style soudanais construites au 19ème siècle. Cosmopolite, Kayes abrite de nombreuses ethnies : Peuls, Bambara, Malinkés, Soninkés, Khassonkés, Maures et Wolofs, vivant en parfaite harmonie et qui ont contri-

bué au fil des générations à créer une identité culturelle et artistique propre. Une identité qui se distingue aussi bien dans les coiffures, les danses, les costumes, que dans l'art culinaire très spécifique et souvent à base de poisson pêché dès l'aube dans le fleuve Sénégal. On ne saurait oublier le célèbre « kayifini », magnifique pagne teinté à l'indigo, l'une des ressources économiques de cette région. De nombreux hôtels plutôt modernes sont disséminés dans toute la ville, mais il faut s'arrêter



à l'« Hôtel du Rail » au charme suranné très années 30. Certes il aurait besoin d'une petite restauration, mais il vaut le détour.

### Balade sur le fleuve Sénégal jusqu'à Médine

Ciel bleu, plage de sable fin et petite croisière sur le fleuve Sénégal jusqu'au Fort de Médine. Ce fleuve immense et majestueux arrose le Mali, la Mauritanie et le Sénégal servant de frontière entre ces deux derniers pays. La pinasse glisse lentement sur l'eau où nagent peu farouches quelques canards. Les pêcheurs se reposent. Ils n'iront sur le fleuve qu'à l'aube ou à la tombée de la nuit, avant la chaleur intense dans cette région. Le regard s'attarde sur la côte longée par des potagers verdoyants où poussent allégrement ails, tomates, courges, concombre et même fraisiers, fraîcheur maintenue grâce à un système d'irrigation très perfectionné doté de pompes à moteur. De loin en loin se devinent des petits villages traditionnels en banco. Seuls les échanges des piroguiers et le bruit du moteur rompent le silence ambiant. Le trajet est trop court. Déjà Médine.

### Arrivée au Fort de Médine

Médine est seulement à 12 km de Kayes. Le Fort, impressionnant ouvrage militaire a été construit en 1855 par le colonel Faidherbe sur un hectare entouré d'un rempart massif en pierre. Il reste encore aujourd'hui la tour de guet, les bâtiments de l'ancienne gare, le cimetière militaire, les ruines d'une mosquée et celles de plusieurs maisons de commerce. Le



fort a servi d'abri lors de la dernière guerre aux réserves d'or françaises. De pur style soudanais, il domine tout le petit village bordé par le fleuve Sénégal et aujourd'hui quasiment restauré grâce à l'initiative conjuguée de l'ex-ministre de l'Artisanat du tourisme N'Diaye Bah et de l'ancien ministre de la Culture Cheick Oumar Sissoko. C'est à Médine qu'est née la première école du Soudan français ainsi que la première église. Ce site historique entre dans le circuit des parcs du Baoulé, des chutes de Gouina à 100 km au sud-est de Kayes, du Félou, du barrage de Marrantali. Les impressionnantes chutes de Félou à seulement 3 km de Médine bénéficient d'un environnement très préservé et d'une grande beauté. Un lieu hors du commun pour se ressourcer et se baigner. Il faut découvrir ces sites incomparables. Mais il reste encore à mettre en place davantage d'infrastructures hôtelières indispensables à l'élargissement du tourisme. Sachant que l'ouverture du nouvel aéroport international Kayes Dag-Dag, qui devrait accueillir 200.000 passagers par an, sera le vecteur essentiel permettant le développement à la fois économique et touristique du pays. Une manne dont ses populations ont bien besoin.

■ KF



Gare de Médine



Chutes de Gouina

## Nicéphore Soglo, à propos de la CENI : « Elle est au centre de tous les problèmes dans toutes les élections »

**P**eu avant la soirée de ce mercredi, 11 décembre 2019, les anciens présidents Nicéphore Soglo du Bénin et Goodluck Jonathan du Nigeria, à la tête d'une délégation internationale conjointe, ont effectué un déplacement à la CENI.

Ce déplacement, selon le chef de la délégation internationale conjointe, Nicéphore Soglo, avait pour but de s'enquérir des réalités, dans le déroulement du processus électoral, devant mener aux élections législatives, fixées pour le 16 février 2020.

Au sortir de la rencontre, celui-ci est d'abord revenu sur ses remarques faites à la Commission électorale nationale indépendante (CENI). Tout en s'appuyant sur l'enrôlement d'enfants

mineurs, signalé au moment du recensement des électeurs.

« La CENI est au centre de tous les problèmes dans toutes les élections, et généralement c'est le bouc-émissaire si ça va mal. Depuis notre arrivée, ce que nous avons entendu, est que des enfants se font enregistrer, vous avez vu et on n'a montré même les images. Donc il va de soi qu'on soit là pour poser la question, si elle est aussi incompétente que ça, pour que cela arrive ? », a-t-il fait remarquer devant la presse.

Sur un tout autre plan, Nicéphore Soglo a insisté sur la nécessité d'être en possession des informations sur la CENI, en vue de les relayer au plus haut niveau.



« Ils nous ont donné leur réponse, chacun dans son rôle. Ils ont répondu à la plupart des interrogations posées. Nous souhaitons qu'il y ait des efforts indispensables, mais il faudrait que nous soyons mieux informés, pour que nous puissions informer l'opinion, parce que ce sont des questions politiques très sensibles. Il faut qu'ils puissent nous donner des éléments, pour qu'en retour, on les relaie et pour situer les responsabilités » a-t-il indiqué devant la presse.

■ SAIDOU BARRY

## RDC/Rwanda : Une photo de Félix Tshisekedi et Paul Kagamé fait polémique

**Nouvelle polémique en République démocratique du Congo après de nouveaux signes de familiarité entre le Congolais Félix Tshisekedi et le Rwandais Paul Kagamé. L'image des deux présidents le week-end dernier assis côte à côte main dans la main continue de faire jaser dans un pays où l'armée rwandaise a longtemps été accusée de chercher à annexer une partie du pays.**

**P**our certains, c'est une question de principe, il ne faut pas fraterniser avec Paul Kagamé, accusé d'être responsable de trop nombreuses atrocités et conflits au Congo. « Je suis indigné, dégoûté », résume l'opposant Seth Kikuni sur le réseau social Twitter. Pour le candidat malheureux à la présidentielle de décembre dernier, le président Tshisekedi doit penser aux familles victimes de l'Est.

Pour le porte-parole du gouvernement, il ne

faut pas voir cette familiarité entre les deux chefs d'État un acte de trahison envers les victimes congolaises. Pour Jolino Makelele, il s'agit plutôt là d'un acte de haute diplomatie. « Nous sommes ensemble désormais, rien ne nous autorise à nous faire la guerre », insiste-t-il.

Même réaction du côté du parti présidentiel, Augustin Kabuya, secrétaire général de l'UDPS,

pense que cela ne devrait même pas faire débat. Le président Felix Tshisekedi ne fera qu'assurer une continuité de l'État. « Ce n'est pas le président qui a ouvert l'ambassade à Kigali », rappelle ce haut cadre du parti présidentiel.

C'est vrai qu'avant même les élections, depuis août 2018, les services congolais et rwandais travaillent main dans la main. Mais depuis quelques semaines, la société civile congolaise comme rwandaise s'inquiète d'allégations faisant état d'incursions de l'armée rwandaise sur le sol congolais. « Ça, ce serait une vraie trahison, pas la poignée de main », estime un activiste.



## Nos expatriés : Moussa Doumbia retrouve le chemin des filets

**P**lusieurs joueurs maliens étaient présents sur les pelouses européennes, le week-end dernier. En France, Moussa Doumbia et son club Reims, se sont imposés 3-1 devant Saint-Etienne et l'ailier malien, entré en cours de jeu à la 65<sup>e</sup> minute, a marqué le 3<sup>e</sup> but de son équipe (90<sup>e</sup> min +2). En effet, Moussa Doumbia inscrivant, ainsi, son 2<sup>e</sup> but en Ligue 1 depuis le début de la saison. Grâce à cette victoire, Reims s'est hissé à la 9<sup>e</sup> place du championnat, avec 24 points, juste derrière sa victime du jour, Saint-Etienne (8<sup>e</sup>, 25 points). En Turquie, Hadi Sacko et Denizlispor ont fait match nul 1-1 avec Istanbul BB, au compte de la 14<sup>e</sup> journée de la Super Lig. Un championnat dominé, faut-le rappeler, par Sivasspor (30 points en 14 journées), où évoluent deux Maliens : le gardien de but Mamadou Samassa et l'attaquant Moustaph Yatabaré. Les deux internationaux maliens, ar-

rivés, tous les deux en début de saison à Sivasspor, sont aujourd'hui titulaires à part entière et semblent bien partis pour être sacrés en Super Lig.

En Allemagne, Amadou Haïdara et le RB Leipzig recevaient Hoffenheim de Diadié Samassékou au compte de la 14<sup>e</sup> journée de la Bundesliga. Le duel fratricide a tourné à l'avantage d'Amadou Haïdara, dont le club l'a emporté 3-1. Ce match a marqué le retour de Diadié Samassékou qui s'était blessé à la cuisse, le 5 septembre lors du match amical Mali-Arabie Saoudite à Djeddah (1-1). Le milieu malien a disputé les 90 minutes, alors que Amadou Haïdara est resté sur le banc de touche. En revanche, l'international malien a joué les 90 minutes de la rencontre contre Lyon, comptant pour la 6<sup>e</sup> et dernière journée de la phase de poules de la Ligue des champions d'Europe (1-1). RB Leipzig est 2<sup>e</sup> de la

Bundesliga, avec 30 points contre 31 pour le leader Mönchengladbach, alors que Hoffenheim pointe au 8<sup>e</sup> rang.

En Autriche, on jouait la 17<sup>e</sup> journée du championnat. Salzburg et Mohamed Camara ont dominé WSG Tirol (5-1) et conforté leur place de leaders du classement, avec 43 points. Au Portugal, Moussa Maréga a effectué son retour, dimanche lors du déplacement du FC Porto sur le terrain de Belenenses (1-1). L'attaquant malien a passé 82 minutes sur la pelouse, avant de céder sa place à un de ses coéquipiers. Le FC Porto occupe la 2<sup>e</sup> place du classement avec 32 points, à 1 longueur du leader, le Benfica Lisbonne (33 points). Le puissant attaquant malien, absent lors du dernier rassemblement des Aigles pour cause de blessure, a été l'un des joueurs les plus en vue de la rencontre. Une bonne nouvelle pour le sélectionneur national, Mohamed Magassouba.

■ BOUBACAR KANTÉ





## **Bélier (21 mars - 19 avril)**

Saturne et Pluton vous donneront de la pugnacité, mais durciront des situations. Si on vous a fait miroiter de belles promesses qui ne viennent pas ou si vous avez à redire sur vos conditions de travail, vous le ferez savoir, quitte à aller au clash.

Vous pourrez tablez sur un équilibre budgétaire solide et penser aux vacances sans vous faire trop de soucis de ce côté-là. Une bonne chose, car Uranus aura le don de vous pousser à la dépense, même si vos achats seront utiles, mais pas indispensables.



## **Taureau (20 avril - 19 mai)**

Évitez d'imposer votre point de vue, vous n'aurez pas les bons arguments. Et plus vous allez vous entêter, moins les autres vous suivront. Faites plutôt profil bas et avancez sur vos projets dans votre coin. Vous aurez bientôt l'occasion de convaincre, surtout votre hiérarchie.

Prenez un moment pour faire vos comptes, surtout si vous êtes en vacances. Vous avez laissé les tickets de carte bleue s'accumuler et pour éviter de mauvaises surprises, mieux vaut vous mettre à jour sans attendre. Ça vous permettra de rectifier le tir au besoin.



## **Gémeaux (20 mai - 21 juin)**

L'épanouissement n'est pas au rendez-vous et hélas vous ruminez du noir en pensant à votre évolution professionnelle. De la frustration semble bien inévitable et vous devez apprendre encore à faire des concessions sur un poste qui ne vous comble plus.

Il faut compter sur des paiements différés et un savant calcul pour la journée. Les astres vous lassent dans les tentations qui se succèdent et vos amis ne vous aident pas du tout pour faciliter les économies. Les bonnes résolutions partent en fumée.



## **Cancer (21 juin - 21 juillet)**

Si vos collègues se croient en vacances, grand bien leur fasse, à partir du moment où vous n'aurez pas à faire le travail à leur place ; vous aurez assez de votre. Personne ne vous le demandera et chacun devra assumer ses choix et ses responsabilités.

De guerre lasse, vous renoncerez à passer des heures au téléphone pour rien du tout. À chaque fois que vous essaieriez de joindre un conseiller, vous tomberez sur une plateforme et la personne qui vous répondra ne sera pas en mesure de vous renseigner.



## **Lion (22 juillet - 23 août)**

Votre situation professionnelle offre la possibilité d'un tremplin dans votre carrière. Une évolution actuelle peut se faire par le biais d'un appui. Vous pouvez compter sur l'efficacité de votre réseau professionnel ou d'un ami qui connaît du monde.

Vous devez faire attention à votre gestion financière. Les dépenses continuent de dilapider votre salaire et vous pouvez regretter rapidement les achats que vous faites impulsivement. Il est conseillé de calculer au plus près les achats et de les comparer.



## **Vierge (23 août - 23 septembre)**

Il y a des jours comme ça où rien ne va. Et bien ce sera le programme de votre jeudi. Ne cherchez pas à passer en force, ça ne servira à rien. Acceptez de bon gré les aléas et montrez-vous plus souple dans votre organisation. Vous avez les qualités pour vous adapter.

Vos finances sont bien protégées par les astres aujourd'hui et ne devraient pas poser de souci. Seuls les dossiers de demande de fonds mériteront votre attention. Remplissez-les sans tarder et pensez au courrier suivi pour vérifier qu'ils ont bien été réceptionnés.



## **Balance (23 septembre - 22 octobre)**

L'évolution se fait avec lenteur et vous réalisez que des efforts anciens commencent à payer. Il est bon de ne pas vous emballer si vous signez un contrat. Lisez bien entre les lignes, des clauses ou des rémunérations pourraient vous faire réfléchir.

De la frustration continue encore de vous accompagner dans des journées importantes. Vous pourriez avoir des frais à sortir. Les réalités sont que vous passez en priorité vos règlements, de crainte de manquer d'une trésorerie avant la fin du mois.



## **Scorpion (23 octobre - 22 novembre)**

La situation se détendra et vous n'aurez plus à vous confronter à des situations potentiellement conflictuelles. Vous avez même la possibilité de rassembler de bonnes énergies autour de vous, pour vous permettre d'aboutir à une meilleure efficacité.

Ne comptez surtout pas sur des euros qui tomberont tout cuit sur votre compte en banque. Pour en gagner, il faudra aller les chercher, et certainement pas du côté de la loterie. Méditez sur vos idées financières, car l'une d'entre elles sera la bonne.



## **Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)**

Le risque de commettre des erreurs est grand aujourd'hui. Il serait donc préférable de ne pas vous attaquer à une nouveauté et de laisser les dossiers difficiles pour une meilleure journée. Contentez-vous de la routine !

Vos efforts sont en train de payer. Vous récoltez les fruits de votre gestion et de votre flair. La journée est propice à un gain supplémentaire. Vente en ligne ou chance au jeu, tout est possible !



## **Capricorne (21 décembre - 20 janvier)**

Une imagination fertile vous habite ce jeudi et elle pourrait bien vous permettre de mener à bien une tâche délicate qu'on vous a confiée. Vous saurez sortir votre épingle du jeu et marquer en même temps des points pour davantage de responsabilités dans votre travail.

Vous avez envie de faire plaisir à vos proches et vous n'hésitez pas à dégainer votre carte bancaire dès que l'occasion se présente. Bon, si vos comptes vont bien il n'y a aucune raison pour vous priver. Mais si vous avez déjà abusé... Limitez vos dépenses.



## **Verseau (20 janvier - 19 février)**

Vous abordez l'avenir avec sérénité, car la confiance revient. Malgré l'atmosphère de stress, vous avancez en établissant de bons feelings avec vos collaborateurs. L'envie d'avoir des responsabilités se fait sentir et pour cela, une formation est possible.

À part des coups de cœur, vous faites attention à la gestion du budget. Les sorties avec des amis ou du shopping peuvent vous entraîner vers des frais pas prévus qui ne tombent pas au moment idéal. Malgré tout, vous restez serein par rapport à votre situation.



## **Poisson (19 février - 21 mars)**

Avec les planètes en Lion dans votre secteur VI, un climat tendu s'instaurera d'entrée de jeu au sein de votre activité. Vous devrez lutter en imposant vos compétences. Vos performances devraient dissuader un collègue de vous casser trop les pieds.

Prudence, zone sensible sera le climat décrit par le binôme Jupiter/Neptune. Symboles de générosité, mais aussi de débordements et d'erreurs, ces planètes pourraient vous entraîner dans des dépenses supérieures aux moyens dont vous disposez.

# UN GROUPE BANCAIRE PROCHE DE VOUS !

## Filiales



**BDU - BF**  
BURKINA FASO



**BDU - CI**  
CÔTE D'IVOIRE



**BDM FRANCE**  
FRANCE



**BDU**  
BANCO DA UNIÃO  
GUINÉE BISSAU

Siège social : Avenue Modibo Kéita / BP 94 Bamako Mali

Tél. : (+223) 20 22 20 50 / 20 22 53 36 - Fax. : (+223) 20 22 50 85/20 22 42 50

[www.bdm-sa.com](http://www.bdm-sa.com)

VOS AMBITIONS N'ONT PAS DE LIMITE



**BDM SA**